

DECLARATION LIMINAIRE DU CSE RESEAU FRANCE 3 D'OCTOBRE 2020

Voici plus de 3 semaines que la Présidente de France Télévisions a donné le coup d'envoi d'un jeu de chaises musicales et un siège est resté désespérément vide jusqu'à hier 17h30 : celui de la Direction du réseau.

C'est vrai que l'état des lieux du réseau de France 3 n'est guère engageant, des années d'économies ont laissé des traces.

Tous les services peinent à assumer leurs missions et gèrent quotidiennement la pénurie de moyens. Comment dans une telle situation demander aux salariés de se projeter dans une régionalisation, alors qu'on ne parvient même pas à remplir convenablement les cases existantes ?

La situation de NOA, modèle expérimental de ce qui se dessine pour le réseau, n'est guère rassurante : manque de communication, organisation trop complexe générant du stress, obligeant des salariés à se surinvestir malgré les dangers que cela présente pour leur santé.

C'est une expertise extérieure qui le dit. D'ailleurs cela devient une habitude dans notre réseau.

Les recours à des enquêtes et des experts extérieurs se multiplient pour compenser le manque de compétence ou d'envie d'agir de la Direction au siège et dans certaines antennes.

Dernier exemple de la faillite d'une direction : à Lille, une première enquête initiée par la Ligne Directe Harcèlement en début d'année avait eu des conséquences graves en termes de santé des salariés et bien-être du collectif de travail. Plutôt que d'en tirer les conséquences et alors que la plupart des salariés ne sont pas encore remis de ce premier fiasco, la Direction laisse mener une deuxième enquête avec les mêmes méthodes brutales, le même défaut d'écoute et non-respect du droit de la défense. Résultat : une quinzaine d'arrêts de travail et une enquête de la CPAM.

Le site web de Lille, le plus fréquenté du réseau, est quasi muet depuis 2 semaines. La rédaction et le montage ne tournent que grâce à un grand renfort de CDD. La direction savait que la santé des salariés allait être fortement affectée, elle n'a rien fait pour l'empêcher. Tout un service, celui du web, s'est retrouvé accusé d'être "un collectif maltraitant" par une enquêtrice qui n'a même pas pris la peine d'écouter un seul de ses membres... Les investigations ne respectent pas le cahier des charges de la Ligne Directe Harcèlement. Tout cela se passe sous les yeux d'une direction qui laisse faire... Dans ce dossier elle n'a d'ailleurs rien fait depuis des années, laissant dégénérer les conflits. Cela n'empêche pas la direction de mener jusqu'au bout les procédures disciplinaires sur ces bases douteuses.

Cela se sait dans le réseau, cet arbitraire fait peur et crée un malaise de plus en plus grand parmi les salariés de toutes les régions.

Les membres du CSE disposant de prérogatives en matière de risques psychosociaux, nous demandons à la Direction de nous préciser dans quel cadre



S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

cette procédure a été menée, de nous communiquer la lettre de mission de l'enquêtrice ainsi que ses conclusions.

Car il est temps de retrouver de la confiance, de la bienveillance et de la sérénité dans nos fonctionnements collectifs. Un salarié ne peut pas venir travailler dans un climat de menaces et arbitraire. Associé à l'absence de perspectives éditoriales et professionnelles, ce climat aura un effet toxique pour les salariés du réseau.

Il est temps de prendre au sérieux les alertes pour danger imminent lancées par les représentants du personnel comme à Lille ou à Antibes, Il est temps de négocier honnêtement l'avenir de nos métiers, il est temps de combler les postes de scriptes, d'OPS, de monteuses, il est temps de nommer une Direction et une DRH dans le Pôle Nord-Est où il n'y en a pas depuis 2 ans...

Bon courage donc à Monsieur François Desnoyers notre nouveau directeur, les chantiers ne manquent pas et nous aurions aimé pouvoir en discuter dès ce CSE avec une nouvelle direction opérationnelle.

Paris, le 1er octobre 2020

[Nos Délégués syndicaux centraux](#)

**Vous souhaitez nous poser des questions ?
Contactez-nous au : [01 56 22 88 21](tel:0156228821)**

SUIVEZ-NOUS SUR

 @cfdt_ftv

 cfdt.ftv

CFDT-FTV.FR